



Assemblée générale

Distr. générale
15 août 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Cinquième Commission

Point 148 de l'ordre du jour provisoire*

Régime des pensions des Nations Unies

Investissements de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et mesures prises pour les diversifier davantage

Rapport du Secrétaire général

I. Introduction

1. La gestion des investissements de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies relève de la responsabilité fiduciaire du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qui, dans l'exercice de cette responsabilité, consulte le Comité des placements et tient compte des observations émises par l'Assemblée générale quant aux grandes orientations de gestion de la Caisse ainsi que des suggestions formulées de temps à autre par le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies quant à la politique à suivre en matière d'investissements. Le Comité des placements donne des conseils sur la stratégie d'investissement à mettre en œuvre. Les investissements envisagés doivent, au moment de l'examen initial, satisfaire aux critères de sécurité, de rentabilité, de liquidité et de convertibilité. Le Secrétaire général a délégué ses pouvoirs à son Représentant, qui exerce en son nom ses responsabilités fiduciaires pour toute question concernant l'investissement des avoirs de la Caisse. Le Représentant du Secrétaire général pour les investissements de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies est secondé par le personnel du Bureau de la gestion des investissements.

2. On trouvera dans le présent rapport des informations sur la gestion des investissements de la Caisse pendant la période biennale allant du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2023, ainsi que des informations sur des questions telles que le rendement des investissements et leur diversification.

* [A/79/150](#).



II. Changements intervenus pendant la période biennale

1. La performance des investissements de la Caisse est exprimée en dollars des États-Unis, en valeur réelle et en valeur nominale, les deux taux de rendement correspondants étant pondérés en fonction du temps. Le taux de rendement réel correspond au taux de rendement nominal corrigé de l'inflation mesurée à partir de l'indice des prix à la consommation (IPC) des États-Unis. L'objectif d'investissement à long terme de la Caisse est d'atteindre ou de dépasser un taux de rendement réel de 3,5 % sans risque indu de pertes. Il est mesuré sur une période de 15 ans conformément à la politique d'investissement. L'indice de référence retenu dans la politique d'investissement de la Caisse est utilisé pour mesurer la performance relative de la Caisse à court terme, sur un horizon de trois ans. Le rendement de l'indice de préférence correspond à la moyenne pondérée des objectifs stratégiques fixés pour chaque catégorie d'actifs et des objectifs de référence établis pour chacune de ces catégories.

2. À la fin de la période biennale, le 31 décembre 2023, la valeur de marché des actifs de la Caisse était de 88,251 milliards de dollars des États-Unis, contre 91,482 milliards de dollars au début de la période. Au 31 décembre 2023, la Caisse avait dépassé son objectif de rendement réel à long terme, fixé à 3,5 %, sur les 15, 20, 25, 30 et 50 dernières années. Elle affichait un rendement nominal supérieur à celui de son indice de référence sur la période de trois ans terminée le 31 décembre 2023.

3. En 2023, la Caisse a, dans le cadre de son examen quadriennal, confié à un cabinet de consultants externe le soin de mener à bien une étude complète de la gestion actif-passif. L'étude a été réalisée sur la base de l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2021. L'objectif principal de l'étude était d'évaluer l'impact que les grandes décisions intéressant l'investissement et la solvabilité ont sur la situation financière et la performance à long terme de la Caisse. Les résultats de l'étude de la gestion actif-passif ont été compilés et analysés par le cabinet de consultants, qui a ensuite présenté deux options aux fins de déterminer la nouvelle allocation stratégique des actifs. L'une de ces deux options a été retenue par le Représentant du Secrétaire général (voir tableau 1B), sur la base des recommandations du consultant et de l'appétence pour le risque de la Caisse. À la suite de l'examen de l'étude de la gestion actif-passif par le Comité mixte, le Bureau de la gestion des investissements a commencé à mettre en œuvre en février 2024 la nouvelle allocation stratégique des actifs et l'indice de référence, auxquels il a apporté la dernière main à la fin du premier trimestre 2024.

4. Les pondérations retenues dans l'allocation stratégique des actifs en vigueur à la fin de l'année 2023, ainsi que la répartition effective des actifs du portefeuille au 31 décembre 2023 sont présentées dans le tableau 1A. Les pondérations correspondant à l'allocation stratégique des actifs en vigueur en février 2024 sont indiquées dans le tableau 1B.

Tableau 1A

Allocation stratégique des actifs au 31 décembre 2023

(En pourcentage)

<i>Catégorie d'actifs</i>	<i>Pondération/Allocation stratégique des actifs</i>	<i>Pondération/ indice de référence^a</i>	<i>Pondération/ portefeuille</i>
Valeurs cotées et capital-investissement	60	60,8	60,1
Actions mondiales	53	52,2	51,5
Capital-investissement	7	8,6	8,6

<i>Catégorie d'actifs</i>	<i>Pondération/Allocation stratégique des actifs</i>	<i>Pondération/ indice de référence^a</i>	<i>Pondération/ portefeuille</i>
Actifs réels	9	8,2	8,2
Immobilier	8	7,7	7,7
Infrastructures	1	0,4	0,4
Valeurs à revenu fixe	29	29,0	30,0
Titres à revenu fixe de base (<i>core</i>)	28	28,0	28,9
Obligations périphériques (<i>non-core</i>)	1	1,0	1,1
Liquidités	2	2,0	1,7
Total	100	100,0	100,0

Source : Compilé par les membres du personnel de la Caisse des pensions à partir des données fournies par le Comptable centralisateur indépendant (Northern Trust).

^a Le calcul des pondérations de l'indice de référence est ajusté pour tenir compte des catégories d'actifs non cotés (immobilier, capital-investissement, infrastructure, etc.). Ces pondérations correspondent aux dernières pondérations de fin de mois pour les catégories d'actifs non cotés (capital-investissement, immobilier et actifs réels). L'écart structurel de ces catégories d'actifs non cotés (différence entre les pondérations prévues dans l'allocation stratégique des actifs et les pondérations constatées en fin de mois) est rajouté à la pondération des actions mondiales dans l'allocation stratégique. Les évaluations des titres non cotés sont disponibles avec un décalage de trois mois en raison de la nature de cette catégorie d'actifs.

Tableau 1B
Allocation stratégique des actifs depuis février 2024

(En pourcentage)

<i>Catégorie d'actifs</i>	<i>Pondération/Allocation stratégique des actifs</i>
Valeurs cotées et capital-investissement	50
Actions mondiales	43
Capital-investissement	7
Actifs réels	10
Immobilier	8,5
Infrastructures	1,5
Valeurs à revenu fixe	39
Titres à revenu fixe de base (<i>core</i>)	35
Obligations périphériques (<i>non-core</i>)	4
Liquidités	1
Total	100

7. Au 31 décembre 2023, la part des montants investis dans des actions mondiales atteignait 51,5 %, soit 0,7 % de moins que la pondération retenue dans l'indice de référence (52,2 %). Les parts du capital-investissement, de l'immobilier et des infrastructures étaient respectivement de 8,6 %, 7,7 % et 0,4 % du total.

8. Au 31 décembre 2023, 30,0 % des avoirs de la Caisse étaient investis dans des valeurs mondiales à revenu fixe, soit 1,0 % de plus que la pondération retenue dans l'indice de référence. Les liquidités représentaient 1,7 % du total, soit 0,3 % de moins que la pondération de l'indice de référence.

9. En 2022 et 2023, le Bureau de la gestion des investissements a conservé les certifications ISO 27001:2013 (sécurité de l'information) et ISO 22301:2019 (continuité d'activité) à l'issue de la procédure de certification annuelle : il a considérablement amélioré la fiabilité, l'extensibilité, la sécurité et la maintenabilité de son infrastructure technologique en passant à des systèmes conformes aux normes du secteur et à des plateformes dans le cloud. La sécurité de l'information a été améliorée grâce à la mise en œuvre d'un système de notation visant à renforcer le contrôle de la cybersécurité des principaux fournisseurs. Des analyses annuelles d'impact sur les opérations ont été réalisées en 2022 et 2023. Des simulations ont également été organisées pour les fonctions combinées de l'Administration des pensions et du Bureau de la gestion des investissements, ainsi que pour le Groupe de travail sur la continuité des opérations et la reprise après sinistre. Des formations annuelles de sensibilisation à la sécurité de l'information et à la continuité d'activité sont également organisées avec diligence.

10. Conformément à la résolution 75/246, afin de gérer efficacement les investissements de la Caisse et de faire face à la complexité croissante du paysage financier mondial, le Bureau de la gestion des investissements a commencé en 2023, dans le cadre d'une phase pilote, à effectuer des opérations sur des instruments dérivés. Il a pris notamment des positions sur des titres non encore connus ou TBA (To-Be-Announced), ce qui permet d'exécuter des ordres facilement et rapidement et de gérer efficacement le portefeuille d'investissements titrisés. Au vu de cette expérience, le Bureau ayant par ailleurs bien avancé dans l'établissement des documents juridiques visant à encadrer les opérations de couverture et les prises de positions avec effet de levier pour divers types d'investissements et d'actifs, on pourrait s'employer en 2024 à conclure la phase pilote et à intégrer les opérations sur instruments dérivés dans le cours normal de l'activité.

11. En 2022, pour mieux gérer le portefeuille d'investissements alternatifs, le Bureau de la gestion des investissements a mis en place une plateforme de titres non cotés et des services dédiés, ce qui a permis d'automatiser davantage les fonctions de gestion de trésorerie, de centraliser la gestion des documents et d'améliorer la procédure de vérification des frais de gestion. Cette initiative a également permis de donner bonne suite aux trois recommandations d'audit concernant le portefeuille d'investissements alternatifs.

12. Pendant la période biennale 2022-2023, le Bureau de la gestion des investissements a effectué plus de 40 examens dits de diligence raisonnable afin d'aider les gérants de portefeuille à choisir des investissements alternatifs. Ces examens ont porté sur les aspects opérationnels des fonds cibles, notamment les processus de validation des instructions de transfert, les capacités de communication de l'information et la compréhension de l'environnement d'audit et de contrôle interne des fonds cibles.

13. Au 31 décembre 2023, la Caisse avait obtenu la confirmation qu'elle était exonérée d'impôts dans 35 juridictions conformément à la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies. S'il y a lieu, la Caisse demande également que l'exonération s'étende à toutes les taxes liées aux transactions sur titres, dont les taxes sur les transactions financières et le droit de timbre. L'exonération est accordée soit à la source, soit dans le cadre d'une procédure de remboursement. À l'issue de la procédure de remboursement, la Caisse a reçu 49,7 millions de dollars des États-Unis au cours de 2022-2023 et a engagé des démarches en vue de recouvrer des sommes s'élevant à 101,9 millions de dollars au 31 décembre 2023.

III. Tour d'horizon économique

14. Aux États-Unis, le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) réel a atteint 2,5 % en 2023, contre 1,9 % en 2022. Les prix à la consommation se sont inscrits en hausse de 4,1 % en 2023, contre 8,0 % en 2022. Le taux de chômage a augmenté pour terminer l'année à 3,7 %, contre 3,5 % l'année précédente. Le taux d'activité à la fin de 2023 s'est établi à 62,5 %, soit une légère augmentation par rapport aux 62,3 % enregistrés à la fin de 2022. Le taux effectif des fonds fédéraux était de 5,03 % en fin d'année 2023, contre 1,68 % à la fin de 2022.

15. En 2022, le PIB de la zone euro a progressé de 3,4 % et celui du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de 4,3 % en dépit d'une conjoncture économique difficile en Europe, le conflit entre la Fédération de Russie et l'Ukraine ayant provoqué une flambée spectaculaire des prix de l'énergie et l'inflation résultant des perturbations causées par la pandémie ayant continué de se maintenir à un niveau élevé. La production industrielle s'est encore affaiblie. En 2023, le PIB de la zone euro a progressé de 0,4 %, et celui du Royaume-Uni de 0,1 %. Les économies d'Europe méridionale se sont mieux portées que celles d'Europe septentrionale. La Banque centrale européenne et la Banque d'Angleterre ont relevé leurs taux d'intérêt en 2022 et 2023. Les marchés d'actions se sont repliés en 2022, mais ont fortement rebondi en 2023, alors que l'inflation semblait avoir atteint son pic.

16. Au Japon, la croissance du PIB réel s'est accélérée, passant de 1 % en 2022 à 1,9 % en 2023, l'économie s'étant relevée tardivement de la pandémie de COVID-19. Le yen s'est déprécié de 18,4 %, ce qui explique en partie les sommets sans précédent depuis 40 ans atteints par l'indice des prix à la consommation de base (hors alimentation et énergie), qui est passé de -1,1 % en 2022 à 3,7 % à la fin de l'année 2023. En Australie, la croissance du PIB réel a continué à ralentir, passant de 3,7 % en 2022 à 1,8 % en 2023, en raison des perturbations de la chaîne d'approvisionnement, des contraintes pesant sur le marché du travail et des taux d'intérêt élevés. À Singapour, la croissance du PIB réel a également continué de fléchir, passant de 3,6 % en 2022 à 1,0 % en 2023, sur fond de ralentissement de l'économie mondiale. Le PIB réel de Hong Kong (Chine) s'est contracté de 3,5 % en 2022 en raison des perturbations dues à la pandémie, avant de connaître une croissance de 4,4 % en 2023 grâce à la reprise du tourisme et de la consommation.

17. Les marchés émergents ont fait preuve de résilience face aux niveaux élevés des taux d'intérêt mondiaux, en partie grâce aux réformes, à la vigueur de la consommation intérieure et à la bonne tenue des bilans. Les perspectives de croissance en Amérique latine, et en particulier au Brésil et au Mexique, se sont améliorées en raison des délocalisations opérées depuis les pays proches et de la hausse de l'investissement étranger direct, les entreprises adaptant leurs stratégies de chaîne d'approvisionnement mondiale. Malgré les inquiétudes initiales, les marchés boursiers émergents se sont redressés en 2023, affichant une performance solide avec un rendement total de 9,23 %. Ces chiffres masquent toutefois des écarts sensibles entre l'Inde (20,65 %), la République de Corée (23,84 %) et la Province chinoise de Taiwan (31,43 %), d'une part, et la Chine (-11,80 %), d'autre part. Les marchés émergents ont fait preuve de résilience et d'adaptabilité malgré les craintes initiales d'un ralentissement économique mondial. Après un premier rebond enregistré au quatrième trimestre 2022 et au premier trimestre 2023, la reprise en Chine ne s'est toutefois pas inscrite dans une dynamique durable. La bonne tenue des marchés émergents s'explique en grande partie par les exportations, elles-mêmes fortement tributaires des conditions économiques prévalant aux États-Unis et de la politique monétaire de la Federal Reserve Bank of New York. En supposant qu'il n'y ait pas de récession et que la politique monétaire soit progressivement assouplie, les marchés

boursiers émergents devraient enregistrer de bonnes performances. L'environnement géopolitique pourrait toutefois être source de volatilité sur les marchés.

18. Au cours de la période biennale terminée en décembre 2023, les rendements sur les marchés obligataires mondiaux ont généralement augmenté fortement, bien qu'avec une volatilité importante dans le contexte de la réouverture après la pandémie et de la reprise de la demande mondiale et de l'activité commerciale qui en a découlé. En outre, l'inflation, forte et en hausse, a entraîné une hausse significative des taux d'intérêt. Aux États-Unis, la Réserve fédérale a relevé le taux des fonds fédéraux, passé de 0,125 % en mars 2022 à 5,375 % en juillet 2023, mais a maintenu des taux stables depuis. Les rendements des bons du Trésor ont également augmenté, les investisseurs anticipant les mesures prises par la Réserve fédérale. Le rendement du bon du Trésor de référence à 10 ans est passé de 1,51 % au début de la période à 3,88 % à la fin du mois de décembre 2023. Parallèlement, les rendements des titres de créances de marchés émergents ont également fortement augmenté au cours de la période examinée, bien que la volatilité des rendements ait été nettement plus prononcée sur ces marchés que sur les marchés développés. Malgré cela, les fondamentaux macroéconomiques des économies de marchés émergents se sont sensiblement améliorés, ce qui leur a permis de continuer à attirer des flux d'investissement et à rassurer les investisseurs.

19. Les marchés des changes ont été très volatiles, principalement en raison du relèvement régulier des taux d'intérêt par la Réserve fédérale des États-Unis (notamment son taux directeur de référence, le taux des fonds fédéraux), à la suite d'une hausse des chiffres de l'inflation (IPC) en 2022. Les craintes et les signes d'une désinflation ont entraîné un ajustement des prix du marché, les agents anticipant une forte baisse des taux d'intérêt en 2023, ce qui a entraîné un affaiblissement du dollar des États-Unis. La valeur du dollar des États-Unis par rapport au panier de devises des autres pays du Groupe des sept (l'indice du dollar des États-Unis) s'est appréciée d'environ 26 % par rapport à son niveau le plus bas de 2021, atteignant en octobre 2022 des chiffres qu'il n'avait pas atteints depuis plus de 10 ans. À la fin de la période biennale, la valeur de l'indice s'inscrivait en hausse de près de 13 % par rapport au début de la période mais en baisse de 11 % par rapport au sommet enregistré en octobre 2022. Les monnaies des marchés émergents se sont également dépréciées par rapport au dollar (-20 %) entre 2021 et octobre 2022 et se sont repliées de près de 10 % entre le début et la fin de la période biennale.

IV. Diversification

20. La politique de diversification des investissements (catégories d'actifs, devises, régions) reste un moyen efficace d'améliorer le positionnement risque/rendement du portefeuille de la Caisse à longue échéance.

Diversification par catégories d'actifs

21. L'allocation stratégique des actifs cibles en vigueur à la fin de l'année 2023 prévoit les pondérations suivantes pour chaque catégorie d'actifs : 53 % pour les actions, 29 % pour les titres à revenu fixe, 8 % pour l'immobilier, 1 % pour les infrastructures, 7 % pour le capital-investissement et 2 % pour les liquidités. La pondération des actions mondiales était légèrement en deçà de celle retenue dans l'indice de référence à la fin de 2022 (50,6 % pour le portefeuille contre 50,9 % pour l'indice de référence) et restait inférieure à celle de l'indice à la fin de l'année 2023 (51,5 % pour le portefeuille contre 52,2 % pour l'indice de référence). La part des titres à revenu fixe était inférieure à celle retenue dans l'indice de référence au 31 décembre 2022 (28,2 % pour le portefeuille de la Caisse, contre 29 % pour l'indice

de référence) et elle s'établissait à de 30 % (contre 29 % pour l'indice de référence) au 31 décembre 2023. La part de l'immobilier s'élevait à 9,2 % au 31 décembre 2022 et à 7,7 % au 31 décembre 2023. Au 31 décembre 2022, le capital-investissement représentait 8,4 % des actifs de la Caisse, et cette proportion atteignait 8,6 % à la fin de 2023. La part des infrastructures dans le portefeuille est restée marginale, avec une exposition totale de 0,5 % au 31 décembre 2022 et de 0,4 % au 31 décembre 2023. Les liquidités et les investissements à court terme représentaient 3,2 % des actifs de la Caisse au 31 décembre 2022 et 1,7 % à la fin de la période biennale. Tout au long de l'année, la Caisse procède régulièrement à des rééquilibrages de son portefeuille afin de se rapprocher au maximum des pondérations cibles retenues dans l'indice de référence pour chaque catégorie d'actifs.

Diversification par devises

22. Au 31 décembre 2023, la Caisse avait bien diversifié son portefeuille sur le plan des devises puisqu'il était constitué, toutes catégories d'actifs confondues, d'investissements directs souscrits dans 35 monnaies, dont 75,6 % en dollars des États-Unis et 24,4 % dans d'autres devises. Le portefeuille d'actions mondiales était constitué d'investissements directs souscrits dans 31 monnaies, dont 65,0 % en dollars des États-Unis et 35,0 % dans d'autres devises. Le portefeuille de titres à revenu fixe était constitué d'investissements directs souscrits dans 22 monnaies, dont 95,3 % en dollars des États-Unis et 4,7 % dans d'autres devises. L'exposition au dollar des États-Unis a légèrement augmenté par rapport à la période biennale précédente, avec environ 78,7 % des investissements souscrits dans cette monnaie.

Diversification par régions

23. Sur la base de la valeur de marché et toutes catégories d'actifs confondues, la proportion du portefeuille de la Caisse investie dans des entreprises domiciliées en Amérique du Nord a augmenté : elle a été portée de 67,82 % en décembre 2021 à 74,86 % en décembre 2023. En revanche, les investissements dans les entreprises domiciliées en Europe ont diminué, passant de 12,15 % à 10,98 %. Ceux dans les entités domiciliées dans la région Asie-Pacifique sont passés de 5,11 % à 5,44 %. Les investissements dans les entreprises domiciliées dans les pays de marchés émergents ont été ramenés de 14,92 % à 8,72 %. Au 31 décembre 2023, la Caisse détenait des investissements dans des entreprises domiciliées dans 72 pays et régions¹ ; il s'agissait d'investissements directs et indirects dans des pays développés comme dans des pays en développement. La Caisse détenait des investissements directs dans 49 pays, et notamment des titres à revenu fixe dans 21 pays et des actions dans 46 pays. Les investissements indirects dans d'autres pays avaient été effectués par l'intermédiaire d'institutions internationales et de fonds gérés en externe sur les marchés émergents et frontières, ainsi que dans des actifs non cotés (capital-investissement, immobilier et actifs réels).

V. Investissements dans les pays en développement

24. Le Bureau de la gestion des investissements a continué de respecter les dispositions de la résolution 36/119 (A à C), dans lesquelles l'Assemblée générale invitait à accroître la diversification des placements de la Caisse dans les pays en développement, y compris dans les marchés émergents et les marchés frontières. Les investissements effectués sur les marchés émergents occupent une place importante dans la stratégie de la Caisse, en raison des perspectives de croissance à long terme qu'ils offrent. La Caisse investit dans les pays en développement lorsque cela répond

¹ Les régions sont des entités géographiques autres que des États Membres de l'ONU.

aux intérêts économiques de ses participants et bénéficiaires en appliquant ses quatre grands critères, à savoir la sécurité, la rentabilité, la liquidité et la convertibilité.

25. Les investissements directs et indirects effectués dans des entreprises domiciliées dans les pays en développement s'élevaient à 7,705 milliards de dollars des États-Unis au 31 décembre 2023, contre 13,657 milliards de dollars au 31 décembre 2021. Les entreprises du portefeuille d'actions cotées de la Caisse ont réalisé 27,1 % de leur chiffre d'affaires total sur les marchés émergents.

26. Les tableaux 2, 3 et 4 indiquent les pays/régions où sont domiciliées les entreprises du portefeuille de la Caisse.

Tableau 2

Valeur de marché totale de l'ensemble des investissements de la Caisse, par pays ou région

<i>Pays ou régions^a</i>	<i>31 décembre 2023</i>		<i>31 décembre 2022</i>	
	<i>Valeur de marché</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Valeur de marché</i>	<i>Pourcentage</i>
Amérique du Nord				
Canada	1 302 097 541	1,48	1 432 891 429	1,84
États-Unis	64 758 346 124	73,38	55 264 728 488	70,92
Sous-total, Amérique du Nord	66 060 505 671	74,86	56 697 776 687	72,76
Europe				
Allemagne	1 494 323 818	1,69	1 319 899 577	1,69
Autriche	15 387 908	0,02	22 367 514	0,03
Belgique	118 904 269	0,13	112 892 108	0,14
Chypre	1 588 179	0,00	1 467 908	0,00
Danemark	476 664 407	0,54	411 629 604	0,53
Espagne	528 135 026	0,60	435 274 680	0,56
Finlande	114 316 581	0,13	124 247 024	0,16
France	1 312 266 124	1,49	1 147 450 851	1,47
Irlande	85 861 389	0,10	140 036 149	0,18
Italie	489 208 423	0,55	386 788 053	0,50
Luxembourg	29 244 492	0,03	23 446 727	0,03
Monaco	16 902 202	0,02	36 255 049	0,05
Norvège	145 373 057	0,16	134 327 009	0,17
Pays-Bas (Royaume des)	598 916 076	0,68	564 335 411	0,72
Portugal	21 066 926	0,02	21 323 051	0,03
Royaume-Uni	2 501 320 162	2,83	2 423 627 974	3,11
Suède	568 713 010	0,64	540 287 568	0,69
Suisse	1 165 915 712	1,32	1 093 158 063	1,40
Sous-total, Europe	9 686 292 736	10,98	8 941 310 150	11,47
Europe (marchés émergents)				
Albanie	49 798	0,00	51 122	0,00
Arménie	0	0,00	840 454	0,00
Bélarus	0	0,00	738 381	0,00
Bulgarie	801 566	0,00	794 864	0,00

<i>Pays ou régions^a</i>	<i>31 décembre 2023</i>		<i>31 décembre 2022</i>	
	<i>Valeur de marché</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Valeur de marché</i>	<i>Pourcentage</i>
Estonie	3 133 733	0,00	3 071 045	0,00
Fédération de Russie	203 967 466	0,23	156 949 092	0,20
Géorgie	0	0,00	730 301	0,00
Grèce	40 371 142	0,05	36 411 123	0,05
Hongrie	57 895 632	0,07	42 029 280	0,05
Kazakhstan	65 658 143	0,07	50 850 751	0,07
Lettonie	4 823 348	0,01	6 400 458	0,01
Lituanie	0	0,00	1 960 219	0,00
Monténégro	1 187 650	0,00	1 348 140	0,00
Pologne	187 990 114	0,21	150 998 415	0,19
République de Moldova	3 231 315	0,00	3 336 240	0,00
Roumanie	20 040 243	0,02	14 624 339	0,02
Serbie	0	0,00	1 570 999	0,00
Slovaquie	544 669	0,00	695 419	0,00
Tchéquie	53 165 906	0,06	39 363 401	0,05
Türkiye	32 073 444	0,04	19 904 374	0,03
Ukraine	0	0,00	754 517	0,00
Guernesey ^a	8 911 284	0,01	5 569 768	0,01
Jersey ^a	14 620 427	0,02	15 611 867	0,02
Sous-total, Europe (marchés émergents)	698 465 881	0,79	554 604 568	0,71
Asie et Pacifique (marchés émergents)				
Chine	2 139 457 601	2,42	2 431 374 285	3,12
Inde	834 669 148	0,95	678 695 248	0,87
Indonésie	207 286 573	0,23	171 572 441	0,22
Malaisie	176 033 338	0,20	161 139 547	0,21
Philippines	87 334 567	0,10	84 340 639	0,11
République de Corée	962 898 466	1,09	1 025 597 278	1,32
Thaïlande	161 566 728	0,18	160 267 364	0,21
Viet Nam	17 419 723	0,02	19 270 803	0,02
Province chinoise de Taïwan ^a	782 289 000	0,89	670 569 349	0,86
Sous-total, Asie et Pacifique (marchés émergents)	5 368 955 143	6,08	5 402 826 954	6,93
Asie et Pacifique				
Australie	1 198 481 661	1,36	1 436 718 239	1,84
Japon	3 249 177 345	3,68	2 976 989 190	3,82
Nouvelle-Zélande	37 908 447	0,04	28 269 532	0,04
Singapour	313 788 827	0,36	425 942 939	0,55
Sous-total, Asie et Pacifique	4 799 356 279	5,44	4 867 919 900	6,25
Afrique				
Afrique du Sud	231 888 702	0,26	225 064 362	0,29
Angola	0	0,00	228 156	0,00

<i>Pays ou régions^a</i>	<i>31 décembre 2023</i>		<i>31 décembre 2022</i>	
	<i>Valeur de marché</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Valeur de marché</i>	<i>Pourcentage</i>
Bénin	0	0,00	768 588	0,00
Cameroun	3 686 248	0,00	4 148 621	0,01
Égypte	3 784 304	0,00	5 418 256	0,01
Éthiopie	0	0,00	561 252	0,00
Gabon	0	0,00	1 147 164	0,00
Ghana	0	0,00	884 865	0,00
Kenya	0	0,00	260 785	0,00
Maurice	61 997	0,00	59 895	0,00
Mozambique	0	0,00	505 758	0,00
Nigéria	15 694 455	0,02	15 480 120	0,02
Tunisie	2 544 561	0,00	4 525 812	0,01
Sous-total, Afrique	257 660 266	0,29	259 053 634	0,33
Amérique latine et Caraïbes				
Argentine	2 064 237	0,00	4 245 729	0,01
Brésil	385 133 295	0,44	330 719 644	0,42
Chili	48 777 483	0,06	46 043 468	0,06
Colombie	31 845 853	0,04	18 985 194	0,02
Costa Rica	0	0,00	504 430	0,00
El Salvador	0	0,00	449 654	0,00
Grenade	0	0,00	1 121 139	0,00
Honduras	0	0,00	402 642	0,00
Jamaïque	0	0,00	533 897	0,00
Mexique	281 218 464	0,32	254 507 493	0,33
Paraguay	0	0,00	488 741	0,00
Pérou	39 858 136	0,05	34 606 046	0,04
République dominicaine	0	0,00	1 524 786	0,00
Suriname	0	0,00	1 419 472	0,00
Trinité-et-Tobago	0	0,00	1 232 849	0,00
Uruguay	296 035	0,00	1 222 118	0,00
Venezuela (République bolivarienne du)	0	0,00	489 368	0,00
Bermudes ^a	17 862 664	0,02	24 677 362	0,03
Îles Caïmanes ^a	2 443 438	0,00	2 893 236	0,00
Îles Vierges américaines ^a	14 044 556	0,02	9 389 984	0,01
Porto Rico ^a	14 103 328	0,02	13 857 037	0,02
Sous-total, Amérique latine et Caraïbes	837 647 489	0,95	749 314 289	0,96
Moyen-Orient				
Arabie saoudite	206 942 678	0,23	185 003 898	0,24
Émirats arabes unis	104 839 369	0,12	88 406 006	0,11
Israël	120 419 271	0,14	118 931 675	0,15
Jordanie	0	0,00	567 064	0,00
Koweït	20 486 160	0,02	0	0,00

<i>Pays ou régions^a</i>	<i>31 décembre 2023</i>		<i>31 décembre 2022</i>	
	<i>Valeur de marché</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Valeur de marché</i>	<i>Pourcentage</i>
Ouzbékistan	0	0,00	951 498	0,00
Pakistan	0	0,00	204 300	0,00
Qatar	35 249 941	0,04	35 063 725	0,04
Sous-total, Moyen-Orient	487 937 419	0,55	429 128 165	0,55
Divers ^b				
International	54 245 217	0,06	22 242 711	0,03
Sous-total, divers	54 245 217	0,06	22 242 711	0,03
Total des actifs de la Caisse	88 251 066 102	100,00	77 924 177 059	100,00

Source : Compilé par les membres du personnel de la Caisse des pensions à partir des données fournies par le Comptable centralisateur indépendant (Northern Trust) et Private I Platform.

^a Région (territoire, dépendance ou province d'un État Membre de l'Organisation des Nations Unies).

^b Positions prises dans des institutions financières ne pouvant être classées dans un pays en particulier.

Tableau 3

**Investissements de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies
sur les marchés développés au 31 décembre 2023**

<i>Pays ou région</i>	<i>Actions</i>		<i>Valeurs à revenu fixe</i>		<i>Capital- investissement</i>	<i>Immobilier</i>	<i>Actifs réels</i>
	<i>Direct</i>	<i>Indirect</i>	<i>Direct</i>	<i>Indirect</i>			
Allemagne	✓	✓			✓	✓	✓
Australie	✓				✓	✓	✓
Autriche	✓	✓			✓		
Belgique	✓	✓			✓	✓	
Canada	✓	✓			✓	✓	
Danemark	✓	✓			✓	✓	
Espagne	✓	✓			✓	✓	✓
États-Unis	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Finlande	✓	✓			✓	✓	
France	✓	✓			✓	✓	✓
Irlande	✓	✓			✓	✓	
Israël	✓		✓		✓		
Italie	✓	✓			✓	✓	
Japon	✓	✓			✓	✓	
Norvège	✓	✓			✓	✓	
Nouvelle-Zélande	✓				✓		
Pays-Bas (Royaume des)	✓	✓			✓	✓	
Portugal	✓				✓	✓	
Royaume-Uni	✓	✓			✓	✓	✓
Singapour	✓	✓			✓	✓	
Suède	✓	✓			✓	✓	✓
Suisse	✓	✓			✓	✓	

Note : Tableau établi sur la base de la définition des marchés développés établie par Morgan Stanley Capital International.

Tableau 4

**Investissements de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies
sur les marchés émergents au 31 décembre 2023**

<i>Pays ou région^a</i>	<i>Actions</i>		<i>Valeurs à revenu fixe</i>		<i>Capital- investissement</i>	<i>Immobilier</i>	<i>Actifs réels</i>
	<i>Direct</i>	<i>Indirect</i>	<i>Direct</i>	<i>Indirect</i>			
Afrique du Sud	✓		✓		✓		
Albanie						✓	
Arabie saoudite	✓						✓
Argentine					✓	✓	
Bermudes ^a					✓		
Brésil	✓		✓		✓	✓	
Bulgarie						✓	
Cameroun					✓		
Chili	✓		✓		✓		
Chine	✓		✓		✓	✓	
Chypre					✓		
Colombie	✓		✓				
Égypte			✓				
Émirats arabes unis	✓				✓		✓
Estonie					✓		
Fédération de Russie	✓		✓		✓	✓	
Grèce	✓	✓			✓	✓	✓
Guernesey ^a					✓		
Hongrie	✓		✓		✓	✓	
Îles Caïmanes ^a					✓		
Îles Vierges américaines ^a						✓	
Inde	✓				✓	✓	✓
Indonésie	✓		✓		✓		
Jersey ^a					✓		✓
Kazakhstan	✓				✓		
Koweït	✓						
Lettonie						✓	
Luxembourg					✓		
Malaisie	✓		✓		✓		
Maurice					✓		
Mexique	✓		✓		✓	✓	✓
Monaco						✓	
Monténégro						✓	
Nigéria					✓		
Pérou	✓		✓				✓
Philippines	✓		✓		✓		
Pologne	✓		✓		✓	✓	
Porto Rico ^a					✓		
Province chinoise de Taïwan ^a	✓				✓		
Qatar	✓						

Pays ou région ^a	Actions		Valeurs à revenu fixe		Capital- investissement	Immobilier	Actifs réels
	Direct	Indirect	Direct	Indirect			
République de Corée	✓		✓		✓	✓	✓
République de Moldova						✓	
Roumanie			✓		✓	✓	
Slovaquie						✓	
Tchéquie			✓		✓		
Thaïlande	✓		✓		✓		
Tunisie					✓		
Türkiye	✓		✓		✓	✓	
Uruguay					✓		
Viet Nam					✓		

Note : Les pays répertoriés comme « marchés émergents » dans le tableau correspondent soit aux pays classés comme marchés émergents ou marchés frontières par Morgan Stanley Capital International, soit aux pays qui ne sont pas considérés comme des marchés développés, émergents ou frontières par Morgan Stanley Capital International.

^a Région (territoire, dépendance ou province d'un État Membre de l'Organisation des Nations Unies).

VI. Rendement des investissements

A. Performance

27. Les rendements des investissements ont été calculés par un comptable centralisateur, Northern Trust, conformément aux Normes internationales de présentation des performances, qui sont des normes déontologiques applicables à l'évaluation et à la présentation des performances des investissements, sur la base des principes de représentation équitable et d'information complète. Il s'agit de normes, appliquées à titre volontaire, qui garantissent la transparence et la comparabilité au niveau mondial dans un contexte où les réglementations et les pratiques du marché diffèrent considérablement d'un pays à un autre ou d'une région à une autre. Les Normes internationales de présentation des performances sont élaborées, maintenues et promues grâce à la collaboration de volontaires dans la communauté des investisseurs, du Chartered Financial Analyst Institute et de promoteurs de ces normes sur plus de 40 marchés. Un nombre croissant de détenteurs d'actifs dans le monde suivent ces normes, ce qui a pour principal avantage de garantir une présentation complète et équitable des performances des investissements par les détenteurs d'actifs, que les actifs soient gérés en interne, en externe ou des deux façons à la fois. La conformité avec les Normes exige également la mise en place de solides politiques et procédures en matière de performance des investissements, et permet à un détenteur d'actifs d'être sûr que les données présentées à l'organisme de surveillance sont cohérentes et transparentes. Le respect des Normes par le Bureau de la gestion des investissements sera vérifié chaque année par une tierce partie indépendante et accréditée. Cette vérification permet de fournir l'assurance que les politiques et procédures appliquées par les détenteurs d'actifs à la maintenance globale de la Caisse ainsi qu'au calcul, à la présentation et à la distribution des performances ont été conçues et mises en œuvre en conformité avec les Normes internationales de présentation des performances. La Caisse revendique la conformité aux Normes pour les quatre dernières années (2020-2023).

28. Au cours de la période biennale comprise entre le 31 décembre 2021 et le 31 décembre 2023, la valeur de marché des actifs de la Caisse est passée de 91,482

milliards de dollars des États-Unis à 88,251 milliards de dollars, soit une diminution de 3,23 milliards de dollars (environ 3,5 % en valeur nominale cumulée).

29. La Caisse avait atteint ou dépassé son objectif à long terme, à savoir un taux de rendement réel de 3,5 % sur les périodes de 15, 20, 25, 30 et 50 ans terminées au 31 décembre 2023. Sur les 50 dernières années, le taux de rendement réel s'est élevé à 4,47 %, soit un niveau supérieur de 94 points de base à l'objectif de 3,5 %.

30. Pour la période biennale terminée le 31 décembre 2023, le taux de rendement nominal annualisé de la Caisse s'est établi à -1,51 %, soit trois points de base de moins que le taux obtenu par l'indice de référence retenu dans la politique d'investissement (-1,48 %). Sur les trois dernières années, la Caisse a obtenu un rendement nominal annualisé de 2,90 %, qui dépasse de 27 points de base le rendement de 2,63 % enregistré par l'indice de référence. Au cours des 15 dernières années, la Caisse a obtenu un rendement nominal annualisé de 7,49 %, inférieur de 19 points de base au rendement de 7,68 % enregistré par l'indice de référence.

31. Le rendement global des actions a été de -20,78 % en 2022 et de 24,33 % en 2023, soit un rendement annualisé de -0,76 % pour la période biennale. Le rendement des valeurs à revenu fixe s'est établi à -11,28 % en 2022 et à 5,57 % en 2023, soit un rendement annualisé de -3,22 % pour la période. Le rendement des actifs immobiliers a été de 2,55 % en 2022 et de -7,46 % en 2023, soit un rendement annualisé de -2,58 sur la période. Le rendement du capital-investissement a été de -4,62 % en 2022 et de 6,81 % en 2023, soit un rendement annualisé de 0,93 % pour la période. Le rendement des actifs réels s'est établi à 4 % en 2022 et à 4,27 % en 2023, soit un rendement annualisé de 4,14 % pour la période. Le rendement des liquidités a été de 1,45 % en 2022 et de 5,06 % en 2023, soit un rendement annualisé de 3,24 % pour la période.

32. Les figures I et II ci-après présentent les rendements réels sur la période de 50 ans et sur un horizon glissant de 10, 15 et 30 ans. Les figures III et IV.A et IV.B comparent le rendement nominal de la Caisse par rapport à celui de l'indice de référence sur une base annuelle (année budgétaire) et pour diverses périodes à date fixe. Les données utilisées dans ces tableaux et figures ont été fournies par le comptable centralisateur indépendant.

Figure I

Rendement réel et rendement nominal de la Caisse des pensions jusqu'au 31 décembre 2023

(En pourcentage)

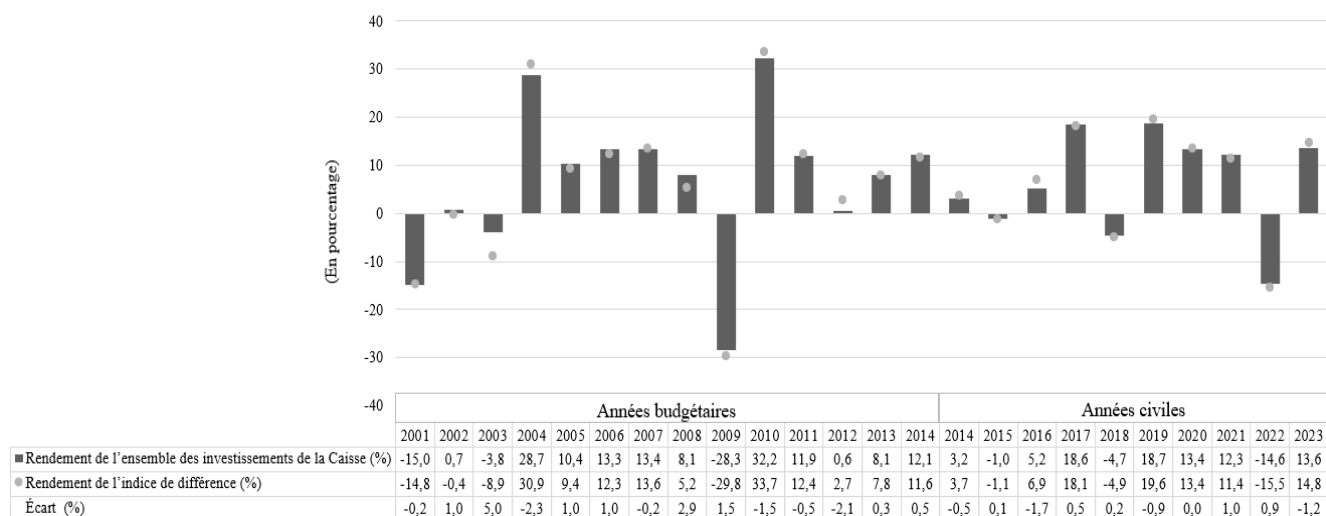
	1 an	3 ans	5 ans	10 ans	15 ans	20 ans	30 ans	40 ans	50 ans
Rendement nominal (ONU) (%)	13,6	2,9	8,0	5,9	7,5	6,6	7,1	8,6	8,5
IPC États-Unis (%)	3,4	5,6	4,1	2,8	2,6	2,6	2,5	2,8	3,9
Rendement réel (ajusté de l'inflation) (%)	9,9	-2,6	3,7	3,1	4,8	3,9	4,5	5,7	4,5

Note : Les rendements nominaux sont annualisés. Les rendements nominaux et les chiffres de l'indice des prix à la consommation sont géométriquement reliés. Les rendements réels sont calculés sur la base de la différence géométrique.

Figure II
Rendement réel glissant sur 10, 15 et 30 ans jusqu'au 31 décembre 2023

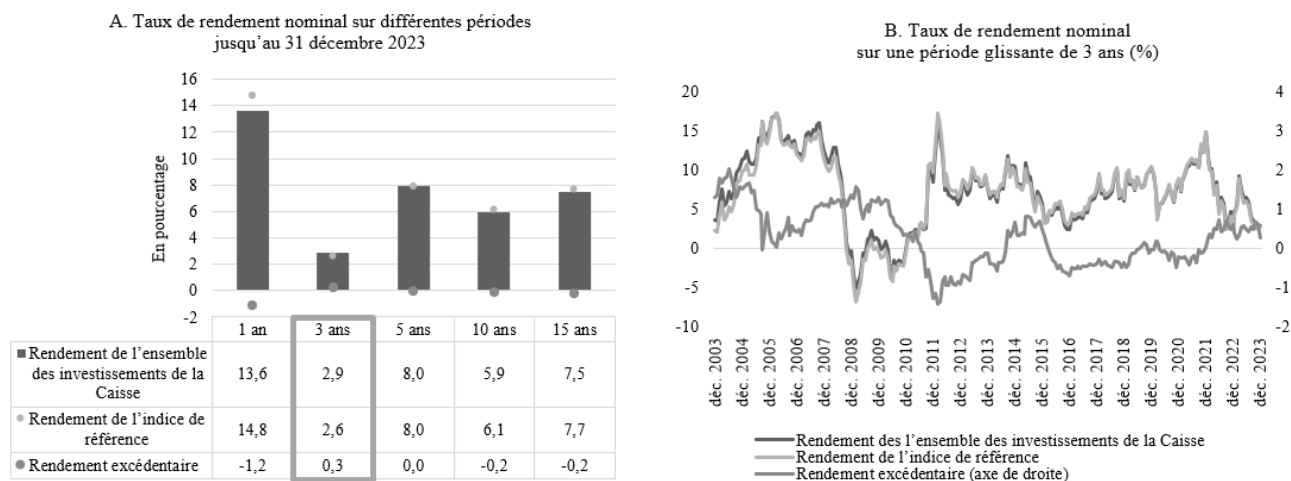


Figure III
Rendement à long terme des investissements de la Caisse des pensions par rapport à celui l'indice de référence



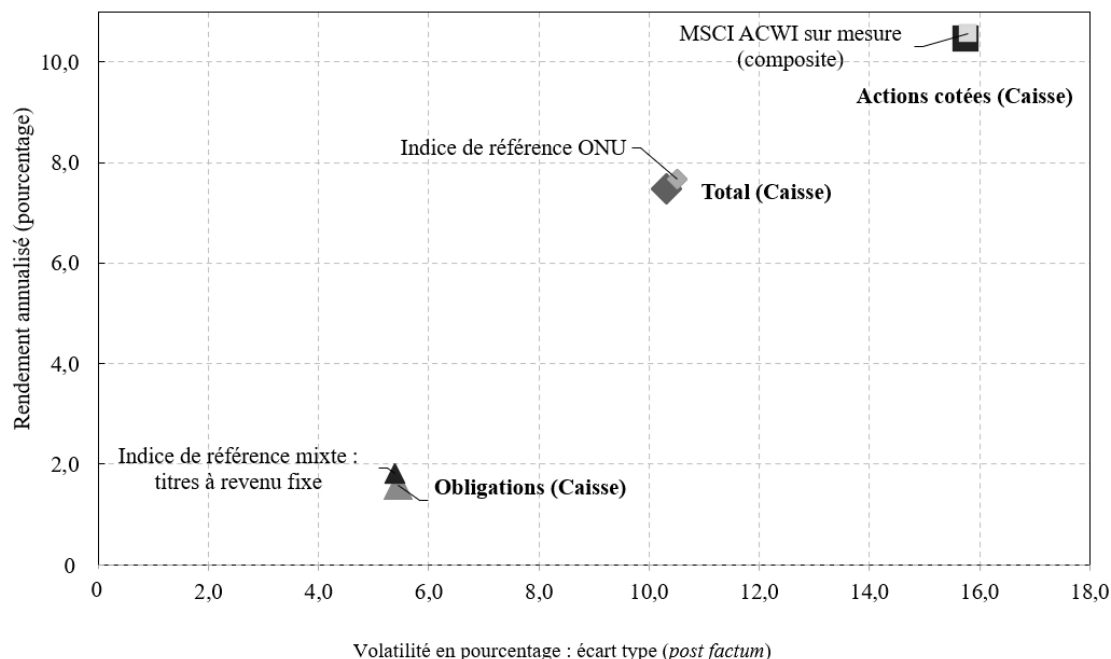
Note : L'année budgétaire correspond à la période terminée le 31 mars de l'année indiquée.

Figures IV.A et IV.B

Rendement nominal des investissements de la Caisse des pensions par rapport à celui de l'indice de référence**B. Positionnement risque-rendement sur quinze ans**

33. Sur les 15 dernières années, le rendement annualisé (7,5 %) du portefeuille de la Caisse a été inférieur à celui de l'indice de référence (7,7 %). Son taux de volatilité, de 10,3 %, est resté en deçà de celui de l'indice de référence (10,5 %) (voir figure V). Le portefeuille de la Caisse était bien diversifié tant pour ce qui est des catégories d'actifs que des titres.

Figure V

Positionnement risque-rendement de la Caisse sur 15 ans par rapport aux indices de référence, au 31 décembre 2023

Abréviations : ACWI = All Country World Index ; MSCI = Morgan Stanley Capital International.

34. Parmi les diverses catégories d'actifs, le rendement du portefeuille d'actions cotées de la Caisse (10,5 %) a été légèrement inférieur à celui des valeurs composant le All Country World Index (indice composite sur mesure) de Morgan Stanley Capital International (10,6 %), mais avec un meilleur positionnement risque-rendement (15,6 % contre 15,8 %). La performance des valeurs à revenu fixe de la Caisse, avec un rendement de 1,6 % sur 15 ans, a été inférieure à celle des valeurs composant l'indice de référence mixte pour les titres à revenu fixe (1,8 %), avec un taux de volatilité plus élevé (5,5 % contre 5,4 %).

VII. Stratégie d'investissement responsable

35. En 2022 et 2023, dans le prolongement des grandes mesures prises en 2020 et 2021, le Bureau de la gestion des investissements a continué de prendre en compte les questions d'environnement, de société et de gouvernance (ESG) dans ses activités d'investissement, s'intéressant notamment, au cours de la période biennale, aux questions climatiques, à l'intégration des critères ESG, à la gestion responsable et aux investissements à impact.

36. La prise en compte des questions climatiques et l'attention qui leur est apportée visent à faire face aux risques importants que font peser les changements climatiques sur les investissements de la Caisse, cette approche étant conforme aux objectifs définis par le Secrétaire général. Le Bureau de la gestion des investissements est en voie d'atteindre l'objectif de réduction de 40 % des émissions de carbone qu'il a défini pour ses portefeuilles d'actions, d'obligations de sociétés et d'actifs immobiliers non cotés. La Caisse a également réalisé des progrès dans l'accompagnement et le financement des mesures de transition. En 2024, le Bureau fixera de nouveaux objectifs de réduction des émissions à atteindre d'ici 2030, conformément aux recommandations formulées dans le cadre de l'initiative des Nations Unies « Net-Zero Asset Owner Alliance ».

37. Les recommandations formulées par l'Équipe spéciale des informations financières ayant trait au climat ont été en grande partie appliquées, les parties prenantes ayant pu ainsi saisir l'impact que les organisations mondiales avaient sur le climat. Le Bureau de la gestion des investissements a publié en 2022 son premier rapport sur la mise en œuvre de ces recommandations, qui a été suivi d'un deuxième rapport en 2023. Ces rapports rendent compte des choix faits par la Caisse eu égard au climat (gouvernance, stratégie, gestion des risques, indicateurs et objectifs). À compter de 2024, le Bureau continuera d'informer sur les risques posés par le climat et les opportunités existant dans ce domaine, en suivant les principes définis par les International Financial Reporting Standards S2, qui remplacent de fait le cadre d'information financière établi par l'Équipe spéciale.

38. Le Bureau de la gestion des investissements a renforcé sa politique d'investissement responsable et publié son premier manifeste en faveur de l'investissement durable assorti d'une politique en la matière (document intitulé « Sustainable investing manifest and policy »). Dans ce texte, il explique comment il conçoit la durabilité et entend l'intégrer dans ses activités d'investissement et son fonctionnement interne. Il a élaboré également une nouvelle stratégie d'intégration des questions ESG (améliorant ses façons de procéder et se dotant d'objectifs précis), renforcé la manière dont il prenait en compte les questions ESG pour les actifs non cotés et entamé la révision de ses activités dans ce domaine pour son portefeuille de valeurs à revenu fixe.

39. En 2022 et 2023, avec ses partenaires externes, le Bureau de la gestion des investissements a exercé son droit de vote dans presque toutes les réunions où il était autorisé à le faire (soit plus de 99 % des réunions durant ces deux années) et a été en

contact avec plus de 560 sociétés à travers le monde, abordant avec elles quelque 2 730 questions d'environnement, de société, de gouvernance, de stratégie, de risque, de communication et d'objectifs, ce qui témoigne de sa volonté de jouer un rôle actif et d'avoir une influence dans les sociétés dans lesquelles il investit.

40. Dans sa résolution [76/246](#), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'étudier la possibilité de recourir, pour une partie du portefeuille de la Caisse, à l'investissement à impact. Le Bureau de la gestion des investissements a tiré parti de ses ressources internes et externes pour se doter d'une stratégie d'investissement à impact. Dans sa résolution [77/258](#), l'Assemblée a prié le Secrétaire général de continuer d'étudier, en consultation avec le Comité des placements et compte tenu des observations et suggestions du Comité mixte, la possibilité de recourir, pour une partie du portefeuille, à l'investissement à impact, y compris sur les marchés des pays en développement et des pays émergents, comme les pays d'Afrique, d'Asie et d'autres régions, en gardant à l'esprit l'objectif fixé en ce qui concerne le taux de rendement réel.

41. Selon le Global Impact Investing Network, les investissements à impact sont des investissements visant à produire, parallèlement au rendement financier, un impact social et environnemental positif et mesurable. Se fondant sur cette définition, la Caisse entend engager une partie de ses fonds dans des investissements à impact, sur les marchés développés et sur les marchés émergents, en combinant différents types d'actifs (dette privée, capital-investissement, dette publique, actions cotées, infrastructures). En 2022 et 2023, le Bureau de la gestion des investissements a élaboré et adopté une politique d'investissement à impact, dans laquelle il précise sa définition de l'investissement à impact, énumère les domaines à impact recherchés et indique les grands principes et cadres reconnus par le secteur appelés à guider son action (en particulier les objectifs de développement durable). Il définit également la structure de gouvernance de ces investissements et les procédures auxquelles ils seront soumis, l'accent étant mis sur leur double objectif (impact et rendement) et la nécessité pour l'ensemble des services de collaborer à la mise en œuvre de la politique. Dès l'adoption de cette politique, le Bureau s'est intéressé aux possibilités d'investissement et a consulté divers acteurs du secteur, notamment des gestionnaires externes et des conseillers et experts en investissement à impact, afin de se familiariser davantage avec la façon dont les gestionnaires de fonds utilisaient l'investissement à impact.

42. Le Bureau de la gestion des investissements cherchera à obtenir des rendements de marché (c'est-à-dire des rendements égaux à ceux qu'il obtient pour les sommes investies dans des instruments de dette publique ou privée), pour ces investissements, qui contribueront à la réalisation des objectifs de développement durable. Le suivi des investissements se fera conformément aux critères de sécurité, de rentabilité, de liquidité, de convertibilité et d'impact, et il sera rendu compte des activités d'impact aux parties prenantes.

43. En 2023, le Bureau de la gestion des investissements a mené une étude de marché pour dresser un tableau de l'investissement à impact et connaître les possibilités d'investissements dans différentes catégories d'actifs et zones géographiques. Il s'est intéressé à diverses thématiques environnementales et sociales (changements climatiques, soins de santé, ressources naturelles), afin de déterminer les domaines dans lesquels l'impact serait le plus important. À l'issue de cette analyse, le Bureau a identifié une intéressante possibilité d'investissement dans un fonds immobilier net zéro fortement axé sur la décarbonisation, qu'il a présentée au Comité des placements. En 2023, le Bureau s'est mis en quête d'un gestionnaire externe spécialisé dans les actions mondiales cotées, lequel pourrait cibler les investissements ancrés dans les thématiques environnementales et sociales, allant

dans le sens des objectifs de développement durable et dont l'impact peut être véritablement évalué. À l'avenir, le Bureau entend s'employer à rechercher de nouvelles possibilités d'investissement à retombées environnementales et sociales afin d'atteindre ses objectifs en matière d'impact.

VIII. Diversification des stratégies d'investissement

44. En décembre 2023, le Bureau de la gestion des investissements a effectué sa première opération interne sur titres adossés à des créances hypothécaires TBA (non encore connues) à la suite de l'approbation par l'Assemblée générale du recours à des stratégies d'investissement élargies afin d'accroître la diversification de la Caisse conformément aux dispositions des résolutions 75/246 et 77/258. Le Bureau a introduit avec succès les titres TBA dans sa panoplie d'investissements afin d'améliorer la performance de son portefeuille de valeurs à revenu fixe en termes de coût, de liquidité et de gestion des risques, dans le respect des mesures visant à accroître la diversification de la Caisse. La valeur notionnelle des TBA s'élève actuellement à 472 millions de dollars des États-Unis, pour une mise de départ de 14 millions de dollars. Les autres instruments qui entrent dans la composition des stratégies d'investissement élargies [prêts de titres, mises en pension, contrats à terme de change de devises et contrats d'échange de devises, ainsi que contrats à terme sur titres obligataires (bons du Trésor américain)] sont tous à des stades différents de mise en œuvre. Le déploiement de ces investissements et instruments de couverture est subordonné à l'élaboration d'une structure opérationnelle et d'une infrastructure connexe adaptées, à même de garantir le strict respect des politiques et des obligations en vigueur. Le recours à de tels instruments exige en outre de rédiger et de négocier un nombre non négligeable d'accords juridiques sur mesure qui à la fois sont adaptés à l'objectif d'investissement et reflètent et protègent le statut, ainsi que les privilèges et les immunités de l'Organisation des Nations Unies, dont la Caisse des pensions fait partie intégrante.

IX. Programme de transformation de la culture institutionnelle

45. En 2021, le Bureau de la gestion des investissements s'est associé à l'École des cadres du système des Nations Unies afin de remédier aux problèmes dits de « santé organisationnelle » et d'ouvrir la voie à des améliorations. L'évaluation initiale a fait apparaître un taux d'approbation de 60 % et permis d'identifier des axes d'amélioration. La direction du Bureau a ensuite mis en place les trois grandes stratégies suivantes : a) accompagnement complet et individualisé des dirigeants et des équipes ; b) poursuite de l'appui fourni au réseau d'agents du changement ; c) création d'une équipe de direction élargie déterminée à favoriser une culture du résultat et à promouvoir la collaboration.

46. En 2023, 76 % des membres du personnel du Bureau de la gestion des investissements jugeaient saine la culture interne, une nette amélioration par rapport à 2021 (date à laquelle le Bureau a entrepris de transformer sa culture institutionnelle), où ils n'étaient que 60 % à être de cet avis.

47. En outre, le Bureau de la gestion des investissements a fait équipe avec l'École des cadres du système des Nations Unies pour dispenser des programmes de formation et des conseils personnalisés sur des sujets tels que l'éthique, la gestion du changement et la dynamique d'équipe. Les résultats de l'évaluation de la culture de leadership menée en 2023 mettent en évidence des changements culturels importants au sein de l'organisation. L'engagement des dirigeants à écouter activement les membres du personnel et à collaborer avec eux est essentiel pour mener à bien la

transformation du Bureau et cultiver un environnement dans lequel les membres du personnel sont entendus et leur opinion est prise en compte.

48. Le Bureau de la gestion des investissements fait appel aux services CEM Benchmarking, une société spécialisée dans l'analyse comparative des fonds de pension. Une étude est menée chaque année afin de comparer la rentabilité de la gestion des actifs de la Caisse par rapport aux autres entreprises du secteur et donner aux participants, aux retraités, aux bénéficiaires et aux autres parties prenantes l'assurance que les opérations du Bureau sont menées en toute efficacité, efficience, sécurité, responsabilité et transparence et dans un souci constant de transformation. Il ressort de cette étude que la Caisse affiche de bons résultats par rapport à ses homologues.

X. Conclusion

49. Comme le montre la figure VI, la valeur de marché des actifs de la Caisse s'établissait à 88,251 milliards de dollars des États-Unis à la fin de 2023, contre 91,482 milliards de dollars au début de la période biennale. Notons en particulier qu'au 31 décembre 2023, deux objectifs essentiels étaient atteints : a) le taux de rendement réel à long terme sur 15 ans était de 4,9 % (soit plus que l'objectif de 3,5 %) ; b) le rendement à court terme sur trois ans se situait au niveau de l'indice de référence du marché.

50. Malgré la volatilité du marché, la Caisse a maintenu les rendements à long terme de ses investissements, qui se sont traduits par une solide évaluation actuarielle au 31 décembre 2023. La Caisse affiche un ratio de financement de 111 % et est donc entièrement financée.

51. Le Secrétaire général demande à l'Assemblée générale d'autoriser les opérations sur instruments dérivés, permettant ainsi au Bureau de la gestion des investissements de mettre un terme à la phase pilote et d'intégrer ces opérations dans le cours normal de ses activités.

Figure VI

Caisse des pensions : valeur de marché des actifs de 1990 à 2023

